



[Télécharger sous pdf](#) | [s'abonner gratuitement](#) | [Numéros précédents](#) disponible en [espagnol](#), en [portugais](#) et en [anglais](#)

Numéro 148 - Novembre 2009

NOTRE OPINION

- [Les changements nécessaires pour changer le changement climatique](#)

REDDessiner LES "FORÊTS"

- [Une façade écolo pour le désert vert à Copenhague](#)

LE CIRQUE DE COPENHAGUE

- [Le Cirque de Copenhague](#)
- [Planter des arbres dans le désert](#)
- [Sous le nom sophistiqué de 'biochar'](#)
- [Des acrobaties en pagaille : bateaux à nuages, miroirs spatiaux, mers saupoudrées de fer et tout le bazar](#)
- [Le marché du carbone : du trapèze sans filet](#)
- [Neutre en carbone comme par enchantement](#)

LES VOIX DE LA RAISON

- [Les voix de la raison](#)

POUR ELARGIR LE DEBAT

- [Les politiques en matière de changement climatique : le genre peut-il faire la différence ?](#)

NOTRE OPINION

– Les changements nécessaires pour changer le changement climatique

Quand une maison prend feu, ce qui compte c'est d'éteindre l'incendie. Les voisins peuvent donner un coup de main mais on s'attend à ce que les pompiers se chargent de diriger l'opération et à ce que l'État fournisse toute l'aide nécessaire pour éteindre le feu. Une fois l'incendie éteint, les experts en analyseront les causes et, au cas où il aurait été provoqué, on déterminera les responsabilités et les sanctions correspondantes. Mais d'abord il faut l'éteindre.

Le résultat du réchauffement planétaire est très semblable à celui d'un incendie, mais le processus est l'inverse. Les causes de l'incendie sont connues (l'utilisation de

combustibles fossiles) et on sait qui l'a provoqué (les pays industrialisés). Pourtant, les pompiers brillent par leur absence et les États négocient – littéralement, font du négoce – tandis que les flammes se propagent de plus en plus vite.

Le plus triste est qu'on sait depuis des années ce qu'il faut faire pour l'éteindre : arrêter de brûler des combustibles fossiles (pétrole, charbon minéral et gaz naturel). Bien qu'il existe d'autres éléments qui aggravent le changement climatique, comme le déboisement, le fait est que la source de gaz à effet de serre qui augmente le plus la concentration de carbone dans la biosphère (et qui est donc la cause principale du réchauffement planétaire) est le brûlage de combustibles fossiles. La solution est donc évidente : tous les efforts doivent porter sur le remplacement de ces combustibles par d'autres sources d'énergie.

L'utilisation de combustibles fossiles a commencé avec la Révolution industrielle et elle s'est généralisée dans le monde entier grâce au modèle de développement économique que les pays industrialisés ont imposé. Il en a résulté un accroissement constant de la concentration de carbone dans la biosphère, lequel a donné lieu à l'effet de serre. Il est donc clair que ces pays sont les principaux responsables de l'incendie actuel et qu'ils doivent assumer leur part de responsabilité et prendre les mesures nécessaires pour enrayer le processus.

Dans ce sens, ils doivent commencer par modifier radicalement la production et la consommation d'énergie à l'échelon national, de manière à substituer les combustibles fossiles par d'autres sources d'énergies dans des délais contraignants clairement spécifiés. Les mesures à prendre devront inclure les entreprises transnationales : il faudra imposer à leurs opérations dans le monde entier les mêmes restrictions sur la production et l'utilisation d'énergie que l'on applique dans les pays où elles ont leur siège central.

De même, les principaux responsables du changement climatique devront s'engager à ne pas « exporter » le problème à des pays tiers, comme il arrive en ce moment avec l'importation d'agrocarburants produits aux dépens des ressources et du bien-être des populations des pays du Sud.

En outre, les principaux responsables du changement climatique devront créer les conditions appropriées – et fournir l'assistance économique et technique nécessaire – pour que les pays non industrialisés puissent s'engager sur la voie d'un développement sans combustibles fossiles.

Notamment, les pays responsables du changement climatique devront récompenser ceux qui s'engageront à ne pas exploiter leurs gisements de combustibles fossiles, en acompte de ce qu'ils doivent au monde pour leur impact sur le climat.

Cela ne veut pas dire que les autres pays (« le voisinage ») ne puissent pas contribuer à éteindre l'incendie. Quelles que soient les différences entre le Nord et le Sud, le modèle actuel de développement économique a été imposé dans le monde entier et il comporte l'utilisation massive de combustibles fossiles. Ainsi, tous les pays sans exception devraient s'efforcer au maximum de supprimer leur consommation.

Le « droit au développement » que mettent en avant certains pays du Sud,

économiquement puissants, est bien sûr un droit mais on ne peut pas l'exercer aux dépens du climat d'une planète qui appartient à tous. Bien que certains pays n'aient pas contribué au changement climatique et n'aient pas à en porter la responsabilité, tous doivent reconnaître le besoin de prendre des mesures pour remplacer le plus tôt possible les combustibles fossiles par d'autres énergies alternatives.

Le remplacement des combustibles fossiles devrait être le thème central de la prochaine Conférence des Parties à la Convention sur les changements climatiques qui aura lieu à Copenhague début décembre. Malheureusement, il y a peu de chances qu'il en soit ainsi. Au contraire, tout semble indiquer que les discussions porteront sur des « solutions » absurdes qui, en plus de ne rien résoudre, aggraveront le problème.

Sans aucun doute, on y parlera beaucoup de mécanismes fondés sur le marché pour réduire les émissions découlant du déboisement, de l'agriculture et de l'élevage. On discutera des plantations en tant que puits de carbone, des agrocarburants, du commerce du carbone et d'une invention récente dénommée « biochar ». Mais on dira très peu – et on discutera le moins possible – de la question centrale : l'élimination de la consommation de combustibles fossiles.

De nombreuses années sont passées depuis que les gouvernements se sont engagés, en 1992, à faire quelque chose au sujet du climat en approuvant la Convention sur les changements climatiques. Presque rien n'a été fait depuis et il est aujourd'hui plus qu'évident qu'ils ne sont pas disposés à faire grand-chose. À moins que le voisinage – les peuples du monde – n'exige l'adoption immédiate de mesures pour éteindre l'incendie.

La société civile organisée du monde entier fera pression, directement et indirectement, sur les délégués des gouvernements à la Convention de Copenhague. Nous espérons que ces efforts réussiront à forcer le changement de cap nécessaire. Il ne s'agit pas d'un simple incendie : c'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu. Nous avons tous le droit et le devoir d'exiger que l'on fasse ce qu'il faut faire, et tout de suite.

[index](#)

REDDessiner LES "FORÊTS"

– Une façade écolo pour le désert vert à Copenhague

Il semble de plus en plus probable qu'aucun accord contraignant ne sortira de Copenhague et que le Nord essaiera d'envoyer au rebut le Protocole de Kyoto. Il semble également probable qu'on forcera l'adoption d'un quelconque accord sur la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD). Or, le système REDD risque fort de servir à masquer l'échec du Nord à réduire les émissions, à provoquer une appropriation massive de terres, à déverser des flots d'argent sur quelques gouvernements et ministères des forêts parmi les plus corrompus du monde, à fouler aux pieds les droits des peuples autochtones et des

communautés locales, à accélérer la transformation des forêts en plantations et à ouvrir toute grande la porte au Nord pour qu'il continue de polluer. Et pendant ce temps, le déboisement se poursuivra.

Cependant, avec ou sans REDD, les négociations de l'ONU sur le climat ont déjà occasionné de graves problèmes aux personnes et aux forêts en soutenant les plantations industrielles d'arbres par le biais du Mécanisme de développement propre. C'est « l'escroquerie du MDP dans toute sa splendeur » décrite par le WRM en août 2009.

Le problème démarre avec la définition de « forêt ». À ce jour, aucune définition n'a été adoptée dans les négociations sur REDD mais, d'après celle du MDP, n'importe quelle étendue de plus de 500 mètres carrés avec une couverture au sommet de 10 pour cent et des arbres capables d'atteindre deux mètres de haut est une « forêt ». Même les forêts coupées à blanc restent des forêts.

La FAO soutient depuis longtemps le mythe que les plantations sont des forêts. Elle vient de publier un dépliant où elle explique que « pour négocier il faut que la terminologie soit claire ». Jusque-là on est d'accord. Mais le dépliant analyse la différence entre la « gestion forestière durable » et la « gestion durable des forêts ». Il va sans dire que les deux versions de « gestion durable » comprennent les plantations industrielles d'arbres. La FAO est institutionnellement incapable de voir la différence entre une plantation et une forêt mais elle peut payer des salaires très confortables à des personnes intelligentes pour qu'elles analysent le mot « des ».

Il suffit de jeter un coup d'œil aux prêts de la Société financière internationale, l'institution de la Banque mondiale qui prête au secteur privé, pour comprendre pour quoi la définition de forêt est importante. Mais d'abord, une bonne nouvelle : en août 2009, le président de la Banque mondiale, Robert Zoellick, a ordonné la suspension de tous les investissements de la Banque dans les plantations de palmier à huile. Cette décision faisait suite à une plainte concernant les prêts au géant de l'huile de palme Wilmar qu'une série d'ONG avaient adressée à l'Ombudsman (CAO) de la SFI.

S'agissant de la Banque mondiale, personne ne s'étonnera d'apprendre qu'il y a aussi quelques mauvaises nouvelles : la SFI prévoit d'augmenter ses prêts aux plantations industrielles d'arbres autres que le palmier à huile. En octobre 2009, pendant le Congrès forestier mondial organisé en Argentine, le représentant de la SFI Mark Constantine a fait une présentation intitulée « Accroître l'influence du secteur privé dans le secteur des forêts ». Quand Constantine dit « forêts » il veut dire aussi « plantations ».

La présentation incluait une section intitulée « Qu'avons-nous appris ? » mais ni les problèmes causés par les plantations de palmier à huile ni le prêt de 50 millions de dollars accordé par la SFI à l'entreprise papetière brésilienne Aracruz en 2004 n'ont été mentionnés. Le prêt a été remboursé en hâte peu après qu'Aracruz et la police locale ont expulsé violemment les Tupinikim et les Guarani des villages qu'ils avaient repris à l'entreprise.

Parmi les « nouvelles approches » suggérées par Constantine figurent « l'accroissement de l'accès des forêts au marché du carbone » et « l'investissement

dans les plantations et les industries forestières ». Il a parlé du besoin de « valoriser les investissements en plantations forestières ». S'il a mentionné le risque de la « monoculture / désert vert », cela ne veut pas dire que la SFI ne prêtera pas d'argent pour élargir ce désert vert. Le 18 novembre dernier, la SFI a annoncé qu'elle prévoit d'investir dans 250 000 hectares de plantations industrielles d'arbres en Indonésie. Dans le communiqué de presse qu'elle a publié, Adam Sack, directeur pour l'Indonésie, a dit que « ce nouveau programme fait partie de l'engagement de la SFI à réduire les émissions de gaz à effet de serre ». La SFI affirme que les plantations pourraient réduire d'environ 90 millions de tonnes par an les émissions de carbone et que cette réduction pourrait être échangée dans le cadre du MDP.

Selon la SFI, ses projets de « reboisement » « piègent du carbone et enlèvent du CO2 de l'atmosphère ». Mais il ne s'agit pas de reboisement, il s'agit de remplacer un paysage dégradé par une plantation en régime de monoculture et, d'ailleurs, tout le dioxyde de carbone stocké dans les arbres sera bientôt libéré, lorsque ces arbres seront utilisés pour produire du papier ou de la bioénergie.

En examinant les prêts de la SFI à Wilmar pour ses plantations de palmier à huile en Indonésie, le CAO a trouvé que « Le processus d'évaluation de la SFI ayant été dominé par les pressions d'origine commerciale, la vérification préalable des aspects écologiques et sociaux n'a pas eu lieu ».

Dans sa présentation au Congrès forestier mondial, Constantine a demandé : « Comment mesurer le succès ? » Dans le cas des plantations, sa réponse a été : « Nombre d'hectares de nouvelles plantations. Dollars investis. Nombre de projets ». L'histoire se répète...

Tout cela est facile à résoudre. Il suffit que l'ONU adopte une définition de forêt qui exclue les plantations. Ainsi, on verra sous leur vrai jour les plans de la SFI en Indonésie : non pas des projets de « reboisement » ni de « réduction des émissions de gaz à effet de serre », mais des subsides au secteur des plantations, destructeur de la société et de l'environnement.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

LE CIRQUE DE COPENHAGUE

- Le Cirque de Copenhague

Selon la Wikipédia, « un cirque est une troupe d'artistes, traditionnellement itinérante, qui comporte le plus souvent des acrobaties, des numéros de dressage et de domptage d'animaux, des spectacles de clowns, des tours de magie ».

Malheureusement, cette description ressemble fort à ce qui se passe dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, où des acrobates, des jongleurs, des prestidigitateurs et des trapézistes s'efforcent d'amuser

le public mondial et de lui faire croire qu'ils essaient vraiment de résoudre la crise climatique actuelle.

Prévue au départ comme un moyen d'éviter le changement climatique, la CCNUCC n'a pas tardé à se détourner de son objectif originel et, sous la direction des grandes entreprises, elle est devenue un spectacle à but lucratif qui voyage d'un pays à l'autre essayant de vendre ses exhibitions. La prochaine escale est Copenhague.

Maintenant que le changement climatique est reconnu comme la plus grave menace qui plane sur l'humanité, il est bon de se rappeler que les cirques traditionnels ont dû introduire de grandes modifications dans leurs spectacles, par suite des pressions du public. Nous espérons que tel sera le cas à Copenhague

[index](#)

– Planter des arbres dans le désert

Une équipe de biologistes et de modélisateurs climatiques de la NASA a présenté une option très « pratique » pour cesser d'utiliser des combustibles fossiles. Leur plan consiste à planter de grands blocs d'arbres à croissance rapide, des eucalyptus par exemple, dans les déserts du Sahara et de l'intérieur de l'Australie. Pas d'eau ? Aucun problème. Les arbres seront arrosés avec de l'eau de mer traitée dans un chapelet de stations de désalinisation le long de la côte et acheminée par un vaste système d'irrigation. Rien de plus facile.

Bien entendu, ce serait la fin des déserts, qui ne sont pas des terres à l'abandon mais de vrais écosystèmes riches et divers. Le plan ne tient absolument pas compte de l'interdépendance fondamentale de tous les phénomènes qui ont lieu dans le réseau subtil des êtres vivants et ne se demande même pas où, quand et comment se feront sentir les effets de cette modification massive.

Le coût prévu du projet est énorme : 1,9 billions de dollars par an. Pourtant, ses inventeurs estiment que « avec la technologie actuelle, c'est l'option la plus prometteuse et pratique (!) pour résoudre les aspects les plus importants du problème ».

Ils sont conscients qu'il y a quelques inconvénients mais ils disent que « s'il faut faire des sacrifices pour freiner le réchauffement planétaire, les écosystèmes presque inexistantes du centre du Sahara et de l'intérieur de l'Australie semblent des candidats raisonnables quand on les compare à d'autres options ». Si l'idée leur paraît si « pratique », pourquoi ne sacrifient-ils pas d'autres « candidats raisonnables », comme les nombreux déserts des États-Unis, au lieu de ceux de l'Afrique et de l'Australie ? Comme dirait Alice, les solutions climatiques deviennent « de plus-t-en plus curieuses ».

Source : "Forests in the desert: the answer to climate change?", David Adam, guardian.co.uk, <http://www.guardian.co.uk/technology/2009/nov/04/forests-desert-answer-climate-change>.

– Sous le nom sophistiqué de ‘biochar’

Dans le cirque du climat, certains jongleurs jettent en l’air du charbon mais, quand ils le rattrapent, il porte un nom plus sophistiqué : c’est le ‘biochar’, un charbon très fin, fait de déchets, dont on enfoncera chaque année des milliards de tonnes dans le sol.

Ce charbon est fabriqué par un processus dénommé pyrolyse, qui comporte d’exposer de la biomasse est exposée à des températures élevées en l’absence d’oxygène. Cela produit deux autres combustibles supplémentaires, le ‘syngas’ et le ‘bio-oil’, qui peuvent être utilisés pour le chauffage et la production d’électricité ou, plus raffinés, devenir des agrocarburants pour les voitures ou éventuellement les avions.

Les défenseurs du biochar disent qu’il pourrait « rafraîchir la planète ». Des milliards de tonnes de biomasse, provenant surtout de déchets d’arbres ou de déchets agricoles, seraient transformées en biochar. Ils oublient que cela requerrait de planter des millions d’arbres... Il faudrait en planter un milliard d’hectares pour produire une quantité de biochar susceptible d’influencer le climat.

Où aurait lieu cette « solution de la géo-ingénierie » pour le changement climatique mondial ? Ni aux États-Unis ni en Europe : c’est l’Afrique qui est visée.

Considérée comme un continent où de vastes étendues attendent d’être « développées », l’Afrique subit déjà une appropriation massive de terres pour la production d’agrocarburants et pour des investissements agricoles étrangers. Les communautés autochtones, les forêts, les ressources hydriques et la production d’aliments ont été fortement atteintes par les expulsions, l’insécurité alimentaire et les conflits fonciers qui viennent s’ajouter aux effets du changement climatique.

Bien que le biochar ne soit pas en mesure d’obtenir l’aval de la CCNUCC en tant que solution au changement climatique, l’atmosphère d’urgence climatique pousse les défenseurs de ce remède technologique réductionniste à espérer que leur produit s’introduira rapidement dans le marché du carbone et qu’il sera reconnu dans les négociations internationales sur le climat. Et le cirque du climat risque de l’aimer !

Source : “Biochar Land Grabbing: the impacts on Africa”,
<http://www.gaiafoundation.org/documents/Biochar%20Africa%20briefing.pdf>.

– Des acrobaties en pagaille : bateaux à nuages, miroirs spatiaux, mers saupoudrées de fer et tout le bazar

C’est le tour des acrobates. Le centre de réflexion Copenhagen Consensus Centre travaille dur pour évaluer les projets qu’on leur soumet en tant que moyens vraiment

vrais de changer le changement climatique. Voyons donc.

Les « bateaux générateurs de nuages » semblent être un des projets les moins chers et les plus viables : 1 900 navires fonctionnant à l'énergie éolienne, sans équipage et dirigés par satellite, sillonneront les océans, absorbant de l'eau et la vaporisant dans l'air à travers de hautes cheminées pour former de gros nuages blancs. Ces nuages reflèteraient un ou deux pour cent des rayons solaires, les empêchant de réchauffer l'océan. Comme on sait que ce système pourrait affecter le régime des pluies, la solution serait de les situer assez loin de la terre ferme, mais on ne peut pas les éloigner des écosystèmes marins...

Il ne coûterait que 9 milliards de dollars de mettre cette brillante idée à l'essai, puis en pratique, en l'espace de 25 ans. Une véritable affaire.

Parmi d'autres projets figurent celui qui consiste à envoyer dans l'espace des miroirs défecteurs des rayons solaires, celui qui prévoit de saupoudrer les mers de poussière de fer pour stimuler la multiplication du plancton qui absorbe du CO₂, et encore un qui propose d'imiter les effets des éruptions volcaniques qui bloquent les rayons solaires en créant une brume chimique rafraîchissante qui peut durer plus d'un an. Tous ont été rejetés parce que trop chers et inviables. Incroyable !

Le directeur du centre de réflexion, Bjorn Lomborg, a les idées claires et, heureusement, il appelle un chat un chat. Il pense que ces projets pourraient servir à prouver qu'il y a de meilleurs moyens de lutter contre le changement climatique que la simple réduction des émissions de Co₂: « Nous devons discuter de toutes les options et non seulement de celle qui est 'politiquement correcte', à savoir la réduction du CO₂ ».

Nous ne pouvons pas résister à la tentation de citer quelques commentaires suscités par cette information publiée par Telegraph.co.uk (<http://tiny.cc/pYllv>). Ils reflètent les sentiments que ces 'solutions' éveillent chez les gens raisonnables : « Brillant. Comment n'y ai je pas pensé ? Pulvériser de l'eau de mer dans l'eau pour éviter la montée du niveau de la mer et éliminer l'obésité ! Et mon projet ne coûterait aux contribuables que 230 000 000 000 USD. » « Vous direz que je suis bête mais Vénus n'est-elle pas couverte de nuages ? Et ces nuages auraient fait monter la température de la surface au point de fondre du plomb. » « Comment allez-vous protéger ces bateaux contre les pirates somaliens ? D'accord, ça m'a fait rire. Mais ne me dites pas que j'ai été le seul à avoir pensé à Star Wars en lisant ça...

[index](#)

– Le marché du carbone : du trapèze sans filet

Pour trouver une bonne affaire, le mieux c'est de créer un problème. Les hommes et les femmes d'affaires chevronnés le savent bien. Ainsi, derrière les guerres il y a l'affaire de l'armement. Derrière l'insécurité citoyenne qui résulte pour une bonne part de l'inégalité économique et sociale, il y a l'affaire de la sécurité : assurances, systèmes de surveillance, grillages, alarmes et politiciens sauveurs à la main dure.

Derrière les maladies il y a l'affaire de la santé : l'industrie pharmaceutique et le pouvoir des sociétés médicales. Et derrière le changement climatique il y a... vous avez deviné : les entreprises et les gouvernements qui l'ont provoqué en appliquant un modèle de développement axé sur l'extraction, la mondialisation et la surconsommation. À partir de la révolution industrielle ils ont ouvert la boîte de Pandore des combustibles fossiles qui étaient enfouis dans le sous-sol depuis des millions d'années et ils les ont libérés sous la forme de gaz à effet de serre, provoquant ainsi le réchauffement de l'atmosphère terrestre. Des années plus tard on a constaté que cela avait eu de graves répercussions sur le climat. Pourtant, ils n'ont pas l'intention de changer et, en plus, ils veulent gagner de l'argent. C'est là que les trapézistes font leur entrée.

Le marché du carbone, prévu par le Protocole de Kyoto de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques, est un système fort complexe que certains gouvernements, institutions financières et entreprises ont adopté pour faire face au changement climatique. Il consiste surtout à considérer la capacité de la planète de recycler le dioxyde de carbone, un des principaux gaz à effet de serre qui causent le changement climatique, comme une nouvelle ressource peu abondante, à lui fixer un prix et à la vendre au plus offrant. Cela permet aux entreprises et aux gouvernements de ne pas tenir leur engagement à réduire leurs émissions. Il s'agit de faire appel aux « forces du marché » : on divise le carbone en unités mesurables, on met en place des systèmes de vente et d'achat, et la « main cachée » du marché résoudra le problème. En attendant, le changement climatique est une bonne occasion pour faire des affaires. Les trapézistes se précipitent sur elle, se balançant sur leurs marchés, faisant de la voltige. Ils le font si bien qu'ils finissent par atteindre leurs objectifs de réduction sans rien réduire !

La commercialisation des émissions se fait suivant deux modalités principales : le système dénommé « cap and trade » et le système des « compensations » [1].

Dans le premier cas, un gouvernement ou une autorité centrale (comme la Commission européenne, par exemple) fixe un plafond (le cap) au volume de gaz à effet de serre qu'il est permis d'émettre dans un domaine déterminé. Un quota d'émission (crédits de carbone) est alloué à chaque entreprise et celles qui le dépassent peuvent acheter des crédits à celles qui ne l'atteignent pas. À ce jour, la plupart des permis d'émission ont été alloués gratuitement. Le nombre de permis à accorder se calcule à partir des taux de pollution par des gaz à effet de serre, de sorte que ceux qui ont émis le plus de gaz dans le passé sont aujourd'hui les plus récompensés par ce subside. Le système européen d'échange d'émissions (ETS), qui est aujourd'hui le plus grand marché du carbone, fonctionne de cette manière.

L'autre manière de commercialiser le carbone est le système des « compensations ». Ce système autorise les entreprises, les gouvernements, les institutions financières internationales et les particuliers (au départ, des pays du Nord) qui mènent des activités polluantes à financer ailleurs (dans les pays pauvres du Sud auxquels il faut apporter le « développement ») des projets censés éviter l'émission de carbone. Ils compenseraient ainsi les émissions qu'ils continuent de produire, suivant la formule : j'ai contribué au changement climatique, je te paie pour que tu ne le fasses pas, mais moi je continue de le faire. Et la réduction dans tout ça ? Peu importe. C'est ainsi que

fonctionne le Mécanisme de développement propre géré par les Nations unies.

Des agents financiers et des économistes de la même école qui est derrière la récente crise financière ont été les idéologues du marché du carbone, qui a complètement manqué son objectif supposé : lutter contre le changement climatique. En effet, depuis sa création il a fait exactement le contraire. Au lieu de favoriser la transition vers une économie sans combustibles fossiles et de réunir des fonds pour y parvenir, il a permis aux principaux consommateurs de combustibles fossiles de contourner leur obligation d'entreprendre un changement structurel indispensable tout en continuant d'exporter dans les pays du Sud ce modèle destructeur. Les plantations industrielles d'arbres, en tant que « puits de carbone » ou pour la production d'agrocarburants, en sont l'exemple ; elles occupent des territoires, déplacent des populations, détruisent des écosystèmes.

En outre, la marchandisation des émissions de carbone a donné lieu à un nouveau « colonialisme climatique ». Le commerce du carbone permet de privatiser l'air pur, l'atmosphère et le droit de polluer. Ceux qui en ont les moyens peuvent acheter l'autorisation de polluer l'air des autres.

D'autres propositions, comme l'utilisation du biochar, de l'énergie nucléaire ou des moyens fantaisistes mentionnés dans ce bulletin, sont analysées avec sérieux dans divers systèmes d'échange d'émissions. Le milliardaire George Soros l'a bien dit : « Le système se prête à la spéculation ; c'est pour cela qu'il attire les gens des finances, comme moi, parce qu'ils y trouvent des opportunités financières ».

Ces trapézistes qui se lancent – et nous lancent – allègrement dans le vide sans filet font preuve de manque de bon sens et d'irresponsabilité mais, en plus, et c'est là le plus tragique, ils créent des choses irréelles comme les « crédits de carbone » ou la « compensation » d'émissions et font croire au monde qu'elles fonctionnent comme des marchandises. Ou qu'elles fonctionnent tout court. Ainsi, d'énormes structures ont été montées, fourmillantes de gens brillants, d'économistes et de prix Nobel et alimentées par des flots d'argent, autour d'une incohérence démesurée. Cette incohérence consiste à mettre sur le même plan les émissions de la biosphère (celles des plantes, du sol, des océans, des animaux et des hommes) dont le carbone circule de façon équilibrée depuis que les êtres humains existent sur la planète, et les émissions des combustibles fossiles souterrains, dont le carbone a fait irruption dans l'atmosphère il y a près de 200 ans et bouleversé cet équilibre. Le carbone des combustibles fossiles ne peut pas retourner pour l'instant aux profondeurs de la terre [2]. Or, les propositions concernant le marché du carbone mettent tout dans le même sac (ou dans la même Bourse) sans envisager la possibilité de supprimer l'origine du problème : l'extraction de combustibles fossiles.

Le marché du carbone est très loin de pouvoir résoudre le problème du changement climatique : la vraie solution pour l'humanité est de trouver le moyen de laisser sous terre les combustibles fossiles qui restent et de réorganiser les systèmes d'énergie, de transport et de logement des sociétés industrielles.

[1] "Carbon Trading. How it works and why it fails", Tamra Gilbertson et Oscar Reyes, Fondation Dag Hammarskjöld, novembre 2009, http://www.dhf.uu.se/pdfiler/cc7/cc7_web.pdf.

– Neutre en carbone comme par enchantement

Il est indiscutable que la question du changement climatique a pris état public. Pourtant, de façon générale, cela se limite aux grands titres et la plupart des personnes ont tendance à penser qu'un gros problème approche mais que l'ONU est en train d'y travailler et que, d'ailleurs, la science va sans doute inventer quelque chose pour le résoudre.

Les organismes spécialisés dessinent des scénarios, des modèles, des projections, des formules complexes qui présentent les choses de façon aseptique et dépolitisée, sans jamais aborder l'origine du problème : la consommation de combustibles fossiles. En échange, on invente des formules qui distraient et on remet les solutions à plus tard. Les prestidigitateurs du cirque mettent des tonnes de dioxyde de carbone dans leurs hauts-de-forme, montrent ensuite qu'ils sont vides et le public applaudit. C'est ce qui se passe quand on dit qu'on peut devenir « neutre en carbone ».

Voici comment cela fonctionne : on dit à des entreprises ou à des particuliers qu'ils peuvent ramener à zéro les émissions de carbone de leurs diverses activités (leur « empreinte » carbonique). Pour cela, il suffit de mettre de l'argent dans des projets qui seraient censés retirer de l'atmosphère la même quantité de carbone qu'ils émettent. Ce système est devenu un nouveau « créneau ».

L'entreprise *The Carbon Neutral Company* a profité de ce créneau. Sur son site Internet elle offre un système pour calculer « l'empreinte carbonique » des diverses activités d'une personne ou d'une entreprise : voyages en avion, en voiture ou dans les transports publics, consommation d'énergie, chauffage, etc. Toutes ces activités que l'intéressé coche au fur et à mesure donnent un total mesuré en tonnes de dioxyde de carbone. Voilà l'indice délateur ! Mais ne désespérons pas, n'imaginons même pas de changer notre mode de vie car l'entreprise nous offre la solution : pour « neutraliser » ces émissions, il suffit d'investir une somme d'argent (qui résulte du même calcul) dans quelque projet de l'entreprise. Parmi les types de projets figure, bien entendu, l'afforestation au moyen de la monoculture d'arbres.

Mais cela, tout comme le truc du haut-de-forme, est un tour de passe-passe. Comme l'auteur Kevin Smith l'a déjà expliqué, il est impossible d'évaluer avec certitude le volume de CO₂ qu'absorbent les arbres et, en plus, le carbone fossile enfermé dans les profondeurs de la terre est tout à fait différent du carbone qui fait partie du cycle du vivant. Quand on brûle des combustibles fossiles, le carbone enfermé se transforme en carbone actif, mais la démarche inverse n'est pas possible. Le carbone fossile libéré peut être retenu pendant quelque temps dans le bois d'un arbre mais, à la longue, quand ce bois sera brûlé ou décomposé, il retournera à l'atmosphère et s'ajoutera au carbone actif.

La compensation des émissions de carbone est une mystification. Les jongleurs du carbone neutre veulent gagner de l'argent en suscitant un sentiment de complaisance. Le plus grave est que, ce faisant, ils contribuent à retarder la prise de conscience nécessaire à l'adoption de mesures draconiennes pour enrayer le changement climatique.

[index](#)

LES VOIX DE LA RAISON

- Les voix de la raison

Bien que tout semble indiquer que l'avenir de la planète est entre les mains d'une troupe de funambules, il existe toujours la possibilité de récupérer le bon sens, celui des gens comme vous et moi.

C'est justement là, à la base, dans les organisations sociales, dans les ONG et chez les personnes sensées que naissent l'élan et la force nécessaires pour proposer, pour dénoncer et pour prononcer des mots qui réveillent la société mondiale et la poussent à exiger aux responsables des politiques publiques de faire ce qu'exige la gravité du changement climatique.

– La Via Campesina : Les paysannes et les paysans refroidissent la planète !
Des paysans et paysannes du monde entier se réuniront à Copenhague en décembre pour défendre leur proposition pour résoudre la crise climatique. L'agriculture durable et la production alimentaire locale contribuent au refroidissement de la terre. L'agriculture paysanne permet de séquestrer le carbone dans les sols, utilise moins de combustibles fossiles dans les machines et moins d'intrants chimiques. [...]
(http://www.viacampesina.org/main_fr/index.php?option=com_content&task=view&id=457&Itemid=71)

– RECOMA: Do something serious for the climate and stop monoculture tree plantations!
It is now 17 years since the international community agreed that the climate crisis was serious and that something had to be done. The two simple measures that needed to be taken were to halt the extraction of fossil fuels and to halt deforestation. Year after year the problem becomes more serious. [...]
(<http://www.wrm.org.uy/COP15/RECOMA.pdf>)

– Des femmes asiatiques déploient un patchwork sur le changement climatique : les pourparlers sur le climat doivent répondre aux besoins des gens et non à la convoitise des entreprises !
We, women, environmental, indigenous people's and women's rights organizations from Mongolia, Pakistan, Philippines, Sri Lanka, Thailand and other Asian countries today unite by unfurling a giant collaborative quilt on the impacts of global warming on Asian communities and the people's responses to these problems in front of the United Nations ESCAP building for the ongoing United Nations Framework Convention on Climate Change intersessional meeting. [...]

<http://www.climatechangeaction.net/blog/asian-womens-quilt-climate-change-climate-talks-peoples-needs-not-corporate-greed>)

– Déclaration des femmes asiatiques sur le changement climatique.

We, the indigenous, peasant, fisher, labour, rural and urban women, face the bulk of negative impacts of climate change and the false solutions offered to us. We produce and provide food; work inside and outside homes to augment our family income and are often the principal income earners; and through our productive and reproductive labour, ensure the welfare of our families and communities. [...]

[http://www.gendercc.net/fileadmin/inhalte/Bilder/UNFCCC_conferences/Road_to_Copenhagen/Asian Women Declaration on Climate Change.pdf](http://www.gendercc.net/fileadmin/inhalte/Bilder/UNFCCC_conferences/Road_to_Copenhagen/Asian_Women_Declaration_on_Climate_Change.pdf))

– La justice climatique, maintenant ! Les fausses solutions climatiques à Barcelone, novembre 2009.

The international civil society network Climate Justice Now! deplores the downplaying of expectations for the Copenhagen Climate Summit in Barcelona by industrialized countries, UNFCCC officials and the host of the Copenhagen Summit.

<http://www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2009/climate.change.20091103.htm>)

– Déclaration du Climate Vulnerable Forum, constitué par les 11 pays considérés comme les plus vulnérables au changement climatique : Maldives, Kiribati, Bangladesh, Népal, Vietnam, Ghana, Kenya, Tanzanie, Barbade et Bhutan.

We, Heads of State, Ministers and representatives of Government from Africa, Asia, Caribbean and the Pacific, representing some of the countries most vulnerable to the adverse impacts of climate change [...]. (<http://dotearth.blogs.nytimes.com/2009/11/10/fresh-demands-from-front-line-states-in-climate-fight/>)

– Déclaration de Quito : Resistencia, Buen Vivir, Buen Convivir.

Mujeres y hombres de diversas organizaciones y redes [nos reunimos] para escuchar, conversar y debatir acerca de la estrecha relación que hay entre los proyectos de energía, la deuda externa y ecológica, el cambio climático, el despojo de los territorios, la presión y la resistencia. [...]

<http://www.deudaecologica.org/Noticias/DECLARACION-DE-QUITO-Resistencia-Buen-Vivir-Buen-Convivir-ASAMBLEA-INTER-REDES.html>)

– Mémoire adressé au gouvernement de l'Inde par des organisations sociales indiennes.

We, the undersigned people's organisations, social movements, trade unions and concerned citizens, submit this memorandum to the Government to draw your attention to the several urgent and so far unaddressed concerns about the climate crisis and the Indian Government's response to them, especially in light of the upcoming 15th Conference of the Parties (COP) of the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC) at Copenhagen from 7-18 December 2009. [...]

<http://www.wrm.org.uy/COP15/MEMORANDUM.pdf>)

– D'autres manifestations organisées dans le monde entier au sujet du climat : de la Conférence des Parties à la CCNUCC qui s'est tenue en 2008 à Poznan, en Pologne (COP-14) à la prochaine Conférence (COP-15) qui aura lieu en décembre 2009 à Copenhague, des gens du monde entier ont organisé une foule d'activités destinées à faire comprendre aux décideurs qu'il est urgent de prendre des mesures véritables

POUR ELARGIR LE DEBAT

– Les politiques en matière de changement climatique : le genre peut-il faire la différence ?

Les négociations internationales sur la protection du climat mondial ont été lentes et elles n'ont abouti qu'à de maigres résultats. Le débat entamé il y a plus de 20 ans parlait de réduire de 20 % les émissions de CO₂ mais il a abouti au Protocole de Kyoto où cet objectif n'était plus que de 5 %... et même cela a été remis en question à maintes reprises.

En tant qu'expertes en questions de genre et activistes sociales nous cherchons à faire prendre conscience des problèmes concernant l'égalité des sexes et le changement climatique et à intégrer les questions de genre dans les politiques sur le changement climatique. Depuis dix ans nous prenons une part active dans ce domaine et dans celui du genre par rapport au développement durable, et nous avons créé le réseau GenderCC – Les femmes pour la justice climatique. GenderCC met en rapport des femmes et des experts en questions de genre du monde entier, fournit des informations et des cours sur ces thèmes et sur le processus d'engagement politique, dans le but d'intégrer les questions de genre dans la formulation de politiques relatives au changement climatique grâce à l'amélioration des connaissances et à la participation active à la prise de décisions.

La qualité des politiques restera d'une médiocrité inacceptable si le discours ne tient pas compte des questions de genre et des différences entre les expériences des femmes et celles des hommes. En revanche, si l'inclusion au programme des répercussions sociales des engagements et des objectifs en matière de protection du climat, d'atténuation et d'adaptation élargit le débat et le transforme en une discussion fondée sur les principes de durabilité, cela permettra aussi d'y inclure des considérations de genre.

L'élargissement du débat peut avoir les effets positifs suivants :

▫ Le débat sur le changement climatique a été très étroit ; il s'est centré sur les effets économiques du changement climatique, sur les questions d'efficacité et sur les problèmes technologiques. Or, la situation serait meilleure si les politiques et les mesures visant à atténuer le changement climatique partaient d'une vision holistique des points de vue, des valeurs et des choix comportementaux. Cela comporterait de considérer ce qui est spécifique à chaque groupe social, celui des hommes et celui des femmes. Si les politiques sont conçues pour répondre aux intérêts et aux besoins des hommes et des femmes et pour aller dans le sens de l'égalité des sexes, elles seront plus efficaces. Par exemple, la lutte pour l'efficacité énergétique impliquerait de considérer qui utilise chaque appareil et dans quel but.

□ La prise en compte des divers points de vue des différents groupes sociaux permettrait d'aboutir à des mesures et mécanismes meilleurs, c'est-à-dire à des solutions qui reflètent non seulement les intérêts des puissants mais aussi ceux des groupes moins influents, dont les voix sont rarement entendues aux conférences internationales.

□ Si les éléments du débat incluent les répercussions sociales du changement climatique des représentants des organisations de femmes seront attirés à participer au processus et à influencer sur les discussions.

□ L'inclusion de davantage d'opinions différentes, aboutissant à la formulation de politiques plus appropriées et donc plus efficaces, faciliterait la reconnaissance et l'acceptation du processus international par le public en général.

L'intégration d'une perspective de genre dans les négociations sur le climat nous permettrait aussi d'éviter les effets négatifs que les mesures et mécanismes sur le climat pourraient avoir sur l'égalité des sexes. Par exemple :

□ Les instruments fondés sur le marché peuvent affecter les femmes autrement que les hommes à cause des différents niveaux de revenus et d'accès aux marchés et aux services. Ces politiques devraient être formulées avec soin à partir d'une analyse solide des questions de genre pour éviter qu'elles aggravent l'inégalité entre les sexes.

□ Les engagements à réduire les émissions des foyers peuvent avoir des effets négatifs sur l'égalité entre les sexes. La division du travail et les stéréotypes concernant les rôles des femmes et des hommes font que les femmes soient responsables d'un volume disproportionné de travail au foyer. L'exigence d'utiliser moins d'énergie au foyer aurait donc davantage de répercussions sur les femmes. En général, les foyers sont les institutions sociales dont les intérêts sont les moins représentés dans les négociations sur le climat.

□ Les solutions technologiques ne sont pas toujours celles que préfèrent les femmes : 'plus vite, plus grand, plus loin' sont des notions plutôt masculines que l'on trouve aussi dans les négociations sur le climat. Les femmes ont tendance à penser que les solutions techniques comme le développement des biocarburants ou le captage et stockage de carbone ne sont pas suffisantes pour mettre en place une économie à faible intensité de carbone.

En conclusion, si les instruments et les mesures pour la protection du climat ne prennent pas en compte les différences et les rapports entre les sexes, ils risquent d'exacerber les inégalités existantes. En revanche, en intégrant ces considérations les instruments et mesures en question pourraient vraiment contribuer à l'égalité entre les sexes.

Extrait et adapté de : "Engendering the climate-change negotiations: experiences, challenges, and steps forward", Minu Hemmati et Ulrike Röhr, chapitre 13 de "Climate Change and Gender Justice", publié par Practical Action Publishing en association avec Oxfam GB, 2009.

